

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

**TRANSPORTS SANITAIRES A LA CHARGE D'UN
ETABLISSEMENT DE L'UGECAM OCCITANIE, CENTRE
MEDICAL DE L'EGREGORE**

Procédure marché n°: P-AO-2025-905-88

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

UGECAM OCCITANIE











(Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie)

Pôle Marchés

515, avenue Georges Frêche

CS 20004

34174 CASTELNAU-LE-LEZ Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet	Transports sanitaires à la charge d'un établissement de l'UGECAM Occitanie, Centre médical de l'EGREGORE (30)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

<u>ARTICLES</u>	<u>PAGES</u>
ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'UGECAM OCCITANIE ET DE LA FONDATION	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT - LIEU D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 4 : DETAILS ET ETENDUE DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 5 : PARTIES CONTRACTANTES.....	5
ARTICLE 6 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES PRESTATIONS.....	6
6.1 Dispositions réglementaires générales	6
6.2 Description des prestations	7
6.3 Prestations exclues	8
6.4 Modalités d'exécution des prestations	8
6.4.1 Transports Sanitaires en ambulance et Véhicules Sanitaires Légers (VSL et taxis conventionnés)	8
6.4.2 Dispositions communes	9
6.4.3 Secret professionnel	9
6.4.4 Transports partagés de patients	10
6.4.5 Obligations du Titulaire et reprise de personnel	10
6.4.6 Brancardage	11
6.5 Prescription médicale	11
6.6 Convention nationale des transporteurs sanitaires privés signée avec l'assurance maladie	12
6.7 Dispositions communes	14
ARTICLE 7 : SPECIFICITES.....	16
7.1 Centre médical l'Egrégore	17
ARTICLE 8 : ANNEXES AU PRESENT CCTP	19

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'UGECAM OCCITANIE

A) L'UGECAM Occitanie (Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie) est un Organisme de droit privé à but non lucratif. L'UGECAM Occitanie gère des établissements sanitaires et des établissements et services médico-sociaux de l'Assurance Maladie. Elle oriente, organise et développe leurs activités en cohérence avec les besoins de son territoire de santé. Elle est garante des valeurs de l'Assurance Maladie : l'accès et la continuité des soins pour tous.

L'UGECAM Occitanie s'adresse à tous les âges (enfants, adolescents, adultes, personnes âgées) pour des prises en charge sanitaires (médecine, soins médicaux et réadaptation, soins palliatifs) et des prises en charge médico-sociales (déficiences motrices, intellectuelles, polyhandicap, troubles de la conduite et du comportement, reconversion et réinsertion professionnelle).

Missions :

Soigner, rééduquer : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.

Réinsérer : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).

Accompagner au quotidien : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental). Ces personnes ont besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

Dans le respect des orientations générales fixées par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM), l'UGECAM OCCITANIE a pour mission dans sa circonscription :

*** d'assurer l'orientation et la gestion des établissements sanitaires et médico-sociaux du régime général de Sécurité Sociale** en conformité avec les lois et réglementations en vigueur et notamment les dispositifs de planification sanitaire et médico-sociale ;

*** de gérer le patrimoine immobilier de ses établissements. Organisation :**

La Direction de l'UGECAM OCCITANIE est assurée par le Directeur Général et les opérations financières sont de la compétence du Directeur Administratif et Financier.

L'UGECAM OCCITANIE est dotée d'un Conseil qui participe à la définition des grandes orientations de l'organisme. Conformément aux statuts de l'Union, le Conseil a pour rôle, sur proposition du Directeur Général, de déterminer les orientations de l'UGECAM OCCITANIE.

Ce Conseil est composé de 17 membres (titulaires et/ou suppléants). Pour accroître l'efficacité de son action, le Conseil de l'Union a délégué la gestion de ses missions à une Commission Déléguée à l'Etablissement (2 CDE / an / Ets ; 10 établissements), une Commission Immobilière (2 CI / an) et une Commission des Usagers (1 / an).

Le Siège de l'UGECAM OCCITANIE est situé à CASTELNAU LE LEZ (34). Il est en relation permanente avec les 10 établissements de l'Union, chacun dirigé par un Directeur d'établissement.

L'UGECAM OCCITANIE gère 22 structures sanitaires et médico-sociales en Occitanie pour un total de 1200 lits.

Pour toute information complémentaire relative à la capacité, la localisation ou l'offre de soins des établissements, les candidats peuvent consulter le site de l'UGECAM Occitanie à l'adresse générale du pouvoir adjudicateur :

<https://www.groupe-ugecam.fr/ugecam-occitanie>

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent CCTP concerne la réalisation de prestations de transports sanitaires à la charge de l'UGECAM Occitanie, centre médical de l'EGREGORE.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par chaque membre du groupement.

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT – LIEU D'EXECUTION

Le présent marché n'est pas alloti.

Lieu d'exécution du marché :

Centre Médical l'Egrégore (30) Prestations ambulances ou Transport Assis Professionnalisé (véhicules sanitaires légers ou taxis conventionnés). Centre Médical Egrégore - UGECAM	Centre Médical l'Egrégore Chemin du Sémaphore 30820 CAVEIRAC
---	---

ARTICLE 4 : DETAILS ET ETENDUE DE LA PRESTATION

Les transports sanitaires sont ceux qui engagent la responsabilité juridique et financière des établissements, il s'agit des transports effectués à la demande de l'établissement concerné par le présent marché.

Les règles de facturation des transports sont fixées par la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 modifiée par la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 (prise en charge par les établissements de santé des dépenses de transports).

Compte tenu de l'objet du marché, la TVA n'est pas applicable sur les transports ambulances mais reste applicable sur les transports assis professionnalisés (taxis conventionnés ou VSL).

En conséquence les montants des commandes du marché sont exprimés en € Toutes Taxes Comprises.

ARTICLE 5 : PARTIES CONTRACTANTES

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...)

Les noms et coordonnées d'un référent pouvant être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement sont indiqués en annexe 1 au CCTP - fiche de renseignements.

Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination. Dans le cas contraire une pénalité sera appliquée.

Cette fiche de renseignements (annexe 1 au CCTP) apporte également les informations suivantes :

- Nom de la société.
- N° de tel joignable 24h/24 et 7j/7 (non surtaxé et prioritaire).
- N° de tel en cas d'indisponibilité du 1^{er} (non surtaxé).
- N° de tel d'au moins 2 responsables en cas d'indisponibilité des 2 premiers numéros.
- Evénements indésirables.

ARTICLE 6 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES PRESTATIONS

6.1 Dispositions réglementaires générales

Le titulaire devra veiller à respecter l'ensemble de la réglementation et des normes applicables aux transports pendant toute la durée du marché.

Pour les transports sanitaires en ambulance :

La réglementation repose, notamment, à la date de passation du présent accord cadre sur :

- Les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale modifié par le décret n°2018-928 du 29 octobre 2018 - art. 11 visant les transports par ambulance de patients s'inscrivant dans les cas de figures suivants (cf. CERFA N°50742#04) :
 - le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise
 - le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène
 - le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Les seuls prestataires habilités à répondre au marché sont les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique modifié par le décret n°2012-1331 du 29 novembre 2012 - art. 1 et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 modifié par le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 - art. 212 du même code.

Le transporteur doit donc respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le prestataire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de cet accord cadre de l'équipage conforme au code de la santé publique : 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et un deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.

Le titulaire s'engage également à prendre en charge les patients trachéotomisés, ventilés par CPAP (Continuous Positive

Airway Pressure) et oxygénorequérants, et à ce titre présente aux établissements un protocole de transport adapté.

Pour les transports assis professionnalisés :

La réglementation repose, notamment, à la date de passation du présent marché sur :

- Les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale visant les transports assis professionnalisés (TAP) s'inscrivant dans les cas de figure suivants :
 - Déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage
 - Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant
 - Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène
 - Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Ces transports peuvent également viser des transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Les seuls prestataires habilités à répondre sont :

- Les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R.6312-1 du code de la santé publique modifié par le décret n°2012-1331 du 29 novembre 2012 - art. 1 et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 modifié par le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 - art. 212 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL)

Le transport doit ainsi respecter les critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres. Le prestataire s'engage ainsi, pour chaque transport, de disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.
- Les entreprises de taxis conventionnées avec les caisses primaires d'assurance maladie pour le transport de patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part exploitent de façon effective et continue leur autorisation de transport depuis plus de deux ans et d'autre part proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

6.2 Description des prestations

La prestation de transport est réalisée de jour comme de nuit (24h/24h), tous les jours de l'année y compris jours fériés (365 jours/an).

Elle inclut les éléments suivants :

- ✓ **Transferts définitifs ≥48h)**
 - Vers un établissement de santé MCO, SMR, PSY, hospitalisation à domicile (HAD)
 - Transferts de patients hospitalisés en unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD) vers un autre établissement pour hospitalisation
- ✓ **Permissions de sortie (<48h)**
 - Vers le domicile du patient ou une structure assimilée (unité de soins de longue durée, EHPAD ou autre établissement médico-social)
 - Pour motif thérapeutique
 - Liées à l'organisation de l'établissement
- ✓ **Transferts provisoires (<48h)**
 - Vers un établissement relevant du même champ d'activité : MCO vers MCO (hors séances de chimiothérapie, dialyse, radiothérapie), PSY vers PSY, SMR vers SMR
 - Vers un établissement relevant d'un champ d'activité différent (MCO vers SMR ou PSY, SMR vers MCO ou PSY, PSY vers MCO ou SMR) pour une prestation interactivité externe
 - Vers une structure libérale ou un centre de santé pour prestations de soins (hors séances de radiothérapie en structure libérale ou centre de santé)
 - Vers une unité de dialyse hors centre en provenance d'un MCO

Enfin, la prestation de transport inclut la prise en charge du dossier médical du patient et de ses effets personnels.

6.3 Prestations exclues

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière de l'établissement, à savoir :

- ✓ Les transports médicalisés
- ✓ Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit que la commande de transport soit passée par un Samu-Centre 15)
- ✓ Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert
- ✓ Les retours définitifs d'un patient vers son domicile
- ✓ Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un établissement pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission)
- ✓ Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée
- ✓ Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD

Pour des facilités d'organisation, lorsque le patient sortant ne sera pas à même d'exprimer un choix, il lui sera proposé (ou à la personne de confiance désignée) de faire appel au Titulaire pour assurer la réalisation des prestations exclues du présent marché.

6.4 Modalités d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur s'engage à transmettre les courses avec l'anticipation nécessaire à la bonne réalisation des transports en termes de ponctualité au rendez-vous.

Aucune dérogation (grève...), sauf lors d'absence d'intervention justifiée et ayant fait l'objet d'un avis immédiat au responsable d'établissement ne sera accordée.

6.4.1 Transports Sanitaires en ambulance et Véhicules Sanitaires Légers (VSL et taxis conventionnés)

Ces véhicules doivent être conventionnés par l'Assurance Maladie.

Le prestataire utilisera des véhicules conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le titulaire est responsable de l'entretien de ses véhicules qui doivent être préservés à tout instant en état de marche, par un contrôle journalier et une maintenance indispensable à leur bon fonctionnement.

Le titulaire laisse toute facilité aux membres du groupement pour contrôler et s'assurer du respect de ces dispositions en cours d'exécution du marché.

En cas de panne ou d'incident non prévisible ayant empêché l'exécution du service, le titulaire devra en informer l'établissement prescripteur au plus tôt et au maximum dans le quart d'heure suivant.

Le titulaire doit prévoir une solution de repli conforme au transport initialement commandé (autre ambulance, sous-traitance au choix). Toute sous-traitance doit être déclarée au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-exécution du service du fait du transporteur, aucune rémunération ne sera due.

Les matériels biomédicaux et paramédicaux utilisés par le titulaire pour assurer la prestation doivent être conformes à la réglementation relative aux dispositifs médicaux. Les matériels utilisés bénéficient impérativement du marquage CE. Les certificats de marquage CE délivrés par un organisme notifié devront être fournis par le titulaire sur simple demande de l'un des établissements.

La maintenance préventive et corrective ainsi que l'entretien des matériels biomédicaux et paramédicaux sont assurés par le titulaire de façon régulière, afin d'éviter tout dysfonctionnement des matériels.

A titre général, le titulaire prend toute mesure corrective et préventive de nature à améliorer la qualité des prestations.

L'établissement se réserve le droit de demander au titulaire la liste des vérifications réglementaires.

Les transports des patients en ambulances et véhicules sanitaires légers devront être exécutés dans des véhicules répondant aux normes actuelles en matière de confort et de sécurité.

Ces véhicules devront correspondre à ceux qui sont déclarés et agréés auprès de l'Agence Régionale de Santé.

6.4.2 Dispositions communes

➔ Contenu des véhicules :

Pour les transports en ambulance, les titulaires de l'accord cadre devront mettre à la disposition deux personnes dont l'une sera obligatoirement titulaire du Certificat de Capacité d'Ambulancier et l'autre, titulaire du Brevet National de Secourisme ou du permis de conduire ambulancier.

Les ambulances mises à disposition des établissements sont équipées des appareils prévus par la réglementation en vigueur. La société prestataire doit disposer du matériel nécessaire à la mise en œuvre des précautions standard (tenue professionnelle, hygiène des mains par friction hydro alcoolique ...) et des mesures particulières (gants, draps, masque adapté ...) ; le titulaire fournit le linge (draps, alèses, couvertures) nécessaire au transport et se charge de l'entretien.

Les véhicules doivent être équipés de pied à perfusion pour permettre le cas échéant d'assurer la continuité du traitement.

➔ Transports à assurer:

La Société du titulaire doit assurer :

- Les transports de patients de l'établissement prescripteur vers un autre établissement ou un cabinet médical (aller et/ou retour).
- Les transports pour un transfert hospitalisation : en cas de durée inférieure à 48h la course est à la charge de l'établissement adresseur, en cas de durée supérieure à 48h elle est prise en charge par l'Assurance-Maladie. Une régularisation selon le cas pourra intervenir à l'issue de ce délai.

Le Titulaire doit être joignable à tout moment 7j/7, 24h/24 afin de trouver une solution pour permettre d'assurer un transport en cas d'impossibilité ou de refus du SAMU de répondre à notre demande.

➔ Transports sanitaires urgents de nuit :

Soit de 20 h à 8 h - 7 jours sur 7 jours : Le médecin de l'établissement ayant passé commande contactera le Centre 15 qui se chargera d'assurer et d'adapter le transport sanitaire à l'urgence (soit en contactant la société de transports sanitaires de garde : ADRU, soit en envoyant le SMUR et/ou SAMU).

➔ Transports sanitaires urgents de jour les dimanches et les jours fériés :

Soit de 8 h à 20 h : Le médecin de l'établissement ayant passé commande contactera le Centre 15 qui se chargera d'assurer et d'adapter le transport sanitaire à l'urgence (soit en contactant la société de transports sanitaires de garde : ADRU, soit en envoyant le SMUR et/ou le SAMU).

De même le Titulaire devra en cas de prestation commandée la veille être joignable le jour du transport.

Le transport s'effectuera dans les délais les plus rapides et par les voies les plus directes, dans le cas du recours à l'autoroute les justificatifs de péages seront joints à la facture du transport.

A noter : Dans l'hypothèse où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de répondre à la demande, il lui appartiendrait de confier à un prestataire agréé la course commandée, à charge pour lui également d'en aviser le service demandeur sous peine de pénalité.

6.4.3 Secret professionnel

Le titulaire du marché s'engage au respect absolu du secret professionnel.

L'équipe ambulancière est liée par le secret professionnel et assujettie à la discrétion d'usage en ce qui concerne tant le patient que le service, pour tout ce qui concerne le contenu du dossier ou l'état de ce dernier dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et d'une façon générale pour tout ce qui concerne tant le patient que le service.

Les agents de l'entreprise du Titulaire ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront eu connaissance à l'occasion de leur service.

Ils sont tenus au respect de la liberté de conscience de chacun ; toute forme d'intervention concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sera formellement interdite.

L'établissement se réserve le droit d'exiger du Titulaire de l'accord cadre, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées ou ne répondant pas à la qualification requise.

Tout document d'ordre médical concernant le patient pris en charge remis à l'équipe ambulancière sera exclusivement transmis aux secrétariats médicaux des structures d'accueil et ne devra en aucun cas être communiqué au patient, leur famille ou un quelconque tiers.

6.4.4 Transports partagés de patients

Les transports partagés de patients sont autorisés, sauf contre-indication médicale en Transports Assis Professionnalisés (taxi conventionné et VSL) hors patients en isolement (BMR ou immunodéprimés).

Pour permettre le transport partagé, le titulaire doit s'assurer que les patients transportés ne soient pas porteurs de BMR ou en isolement protecteur (immunodéprimés).

En isolement septique ce transport doit obligatoirement être individuel et s'effectuer en ambulance.

Une facture est établie pour chacun des patients et un abattement est alors appliqué.

Ce dernier s'applique à la totalité du montant de la facture, y compris les éventuelles majorations ou suppléments, et à l'exclusion des droits de péage.

Il correspond à l'application du pourcentage de réduction indiqué par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires sur le montant d'abattement conventionné (voir le pourcentage d'abattement prévu dans la convention nationale des transporteurs privés citée à l'article 4.6 du présent CCTP).

Le nombre maximum de personnes transportées en même temps est de trois (3). Des abattements différents s'appliquent :

- Pour le transport de 2 personnes simultanément
- Pour le transport de 3 personnes simultanément

6.4.5 Obligations du Titulaire et reprise de personnel

➔ Modifications affectant l'agrément du titulaire :

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire du marché s'engage à informer de toutes les modifications affectant son agrément concomitamment l'établissement et l'Agence Régionale de Santé (retrait, mesure de suspension, avertissement, etc.).

➔ Contrôle du titulaire :

Le titulaire pourra faire l'objet d'un contrôle par les services de l'établissement ou d'un tiers mandaté par lui. Ce contrôle pourra porter sur le respect des engagements contractuels souscrits par le titulaire ou de ses obligations légales et réglementaires.

L'UGECAM Occitanie pourra, également, de façon aléatoire, contrôler l'intérieur des ambulances et VSL du titulaire du marché ou des sous-traitants.

Ces vérifications concerneront l'hygiène et le contenu du véhicule (drap, solution hydro alcoolique, désinfectant de surface ...). Des analyses pourront être réalisées soit par des agents de l'UGECAM Occitanie, soit par un organisme spécialisé dans les contrôles bactériologiques.

Le titulaire du marché ne pourra s'y opposer. Ces analyses resteront à la charge du titulaire du marché.

A réception des résultats d'analyses, le titulaire du marché s'engagera à les transmettre, par mail, fax ou courrier, à l'établissement pour lequel il effectue la prestation objet du présent marché, dans un délai maximum de 3 jours à partir de la date de délivrance des résultats par le laboratoire.

➔ Rappels réglementaires

Il est rappelé que, conformément aux dispositions du décret n°1386 du 15 novembre 2006 il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte de chacun des établissements.

D'autre part, en raison des risques d'interférences au niveau des équipements biomédicaux, il est strictement interdit d'utiliser les téléphones portables dans les bâtiments d'hospitalisation et de consultation.

➔ Suivi d'exécution

Dans le cadre du suivi de la qualité, le titulaire se doit de mettre en place une traçabilité et un suivi des événements indésirables afin de réajuster et/ou mettre en place des axes d'amélioration concernant les incidents survenus dans le cadre de l'application de l'accord cadre.

Ces documents devront être tenus à disposition des établissements le cas échéant.

Les documents correspondant à cette démarche devront être présentés sur demande des établissements.

Le titulaire proposera aussi des actions de progrès permettant des gains de productivité et de la qualité des prestations telles que :

- Protocoles et méthodologies.
- Sécurité.
- Organisation.
- Améliorations techniques en fonction des évolutions en cours et / ou à venir
- Relations humaines.
- Communication, image.

Un bilan annuel des actions de progrès devra être réalisé et communiqué en fin de chaque date anniversaire du marché.

➔ Reprise de personnel :

Au titre de la garantie de l'emploi et à la poursuite des relations de travail en cas de changement de prestataires selon les CCTP - P-AO-2025- 905-88 Transports sanitaires à la charge d'1 établissements de l'UGECAM Occitanie, Centre médical de l'Egrevore

modalités définies à la convention collective nationale principale des transports routiers et activités annexes, et ses annexes, le présent accord cadre n'est pas concerné par la reprise de personnel.

6.4.6 Brancardage

Le brancardage ou l'accompagnement du (des) patient(s) sera pris en charge par le titulaire de la chambre du patient jusqu'au véhicule et du véhicule jusqu'à son domicile, lieu de consultation ou hospitalisation.

6.5 Prescription médicale

Une prescription médicale de transport (PMT), établie par un médecin salarié de l'établissement, doit toujours précéder la réalisation du transport.

Il prescrit un moyen de transport au patient, selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006 reproduit dans le présent cahier des clauses.

Cette prescription est réalisée sur un support propre à l'établissement et non sur la base du Cerfa S3138c n°11574*04.

La prescription a notamment comme objectif d'indiquer à l'entreprise de transport l'établissement prescripteur, c'est-à-dire celui assumant la charge du transport. A noter que la prescription doit mentionner le cas de figure où l'établissement prescripteur correspond à l'établissement depuis lequel le patient est transféré (cas majoritaire) ou correspond à l'établissement vers lequel le patient est transféré (sont principalement visés les transferts d'un patient pour réalisation d'une séance de chimiothérapie, de dialyse et de radiothérapie).

La prescription doit par ailleurs indiquer :

- ✓ L'identification du patient (nom, prénom, âge) ;
- ✓ La nature du transport (Aller, Aller-retour, transport simultané de plusieurs patients, etc.) ;
- ✓ La date et l'heure de prise du rendez-vous du patient ;
- ✓ Le lieu de prise en charge ;
- ✓ Le lieu de destination.

6.6 Convention nationale des transporteurs sanitaires privés signée avec l'assurance maladie

Les candidats sont informés que le conventionnement à l'assurance maladie pour les prestations objet du marché est rendu **obligatoire** pour les prestataires, conventionnement qui apportera la preuve au pouvoir adjudicateur de la qualité des prestations attendues et du respect de la réglementation en vigueur gérant la profession.

Le candidat aura apporté la preuve de son conventionnement à l'assurance maladie au dépôt de son offre ou aura attester sur l'honneur qu'il entreprendra les démarches nécessaires à l'obtention du conventionnement dans les 3 mois suivant la notification du marché s'il en était attributaire.

La convention nationale et ses avenants ont également pour objet d'organiser les rapports entre les transporteurs sanitaires privés et les organismes d'assurance maladie en application de l'article L.322-5-2 du code de la sécurité sociale modifié par la loi n°2004-810 du 13 août 2004 - art. 55 JORF 17 août 2004.

- Avenant n°1

L'avenant n° 1 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés porte sur la garde ambulancière.

Conclu entre d'une part, les caisses nationales d'assurance maladie et d'autre part, la Chambre syndicale nationale des services d'ambulance et la Fédération nationale des transporteurs sanitaires, cet avenant conventionnel a été publié au Journal officiel du 25 juillet 2003.

- Avenant n°2

L'avenant n° 2 à la convention nationale des transporteurs tarifaires privés porte notamment sur la garde ambulancière.

Conclu le 9 juillet 2004 entre d'une part, les caisses nationales d'assurance maladie et d'autre part, la Chambre syndicale nationale des services d'ambulance et la Fédération nationale des transporteurs sanitaires, cet avenant conventionnel a été publié au Journal officiel du 7 décembre 2004.

- Avenant n°3

L'avenant n° 3 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés modifie certaines dispositions relatives à la garde ambulancière.

Conclu entre d'une part, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) et d'autre part, la Chambre syndicale nationale des services d'ambulance et la Fédération nationale des transporteurs sanitaires, cet avenant conventionnel a été publié au Journal officiel du 27 mai 2005.

- Avenant n°4

L'avenant n° 4 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés revalorise les tarifs des transports sanitaires par ambulance et par véhicule sanitaire léger (V.S.L.).

Il prolonge le dispositif de la garde ambulancière et apporte des précisions sur le contrat de bonne pratique relatif à la démarche qualité ISO 9001 : 2000.

Conclu entre d'une part, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) et d'autre part, la Chambre syndicale

nationale des services d'ambulance, la Fédération nationale des transporteurs sanitaires, la Fédération nationale des ambulanciers privés et la Fédération nationale des artisans ambulanciers, cet avenant conventionnel a été publié au Journal officiel du 31 juillet 2005.

- **Avenant n°5**

L'avenant n° 5 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés porte sur :

- * **la transparence et la traçabilité du transport sanitaire** : identification et suivi du parc des véhicules et des personnels de transport, sécurisation de la facturation par le développement de systèmes informatiques embarqués dans les véhicules, activation des travaux de l'Observatoire du transport ;
- * **l'optimisation de l'organisation des transports sanitaires** : développement du transport partagé, maîtrise médicalisée des transports, mise en place de pôles dédiés au transport, efficience de la garde ambulancière ;
- * **la restructuration tarifaire** visant à privilégier le véhicule sanitaire léger.

Conclu entre d'une part, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) et d'autre part, la Chambre nationale des services d'ambulance, la Fédération nationale des transporteurs sanitaires, la Fédération nationale des ambulanciers privés et la Fédération nationale des artisans ambulanciers, cet avenant conventionnel a été approuvé par l'arrêté du 11 avril 2008, publié au Journal officiel du 5 août 2008.

- **Avenant n°6**

L'avenant n° 6 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés permet de poursuivre les efforts engagés vers :

- * une meilleure maîtrise des dépenses de transports sanitaires ;
- * une plus grande adéquation du mode de transport à l'état de santé des patients ;
- * une tarification plus adaptée pour les véhicules sanitaires légers (VSL).

Il s'intègre également dans le cadre du programme de gestion du risque prévu à l'article 45 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010 auprès des établissements de santé.

Les principales dispositions de cet avenant sont :

- * **d'affiner la connaissance de l'offre de transports ;**
- * **d'améliorer la productivité des entreprises de transports sanitaires** au moyen de la dématérialisation de la prescription et de la facturation, de l'amélioration de l'organisation des sorties d'hôpital, du développement des transports partagés et de l'expérimentation de nouvelles modalités d'organisation et de financement des transports urgents ;
- * **de simplifier la gestion administrative des entreprises et les échanges avec l'assurance maladie ;**
- * **de poursuivre la restructuration tarifaire** afin de rééquilibrer les tarifs entre les ambulances et les VSL en portant l'effort sur les trajets courts. Une revalorisation des tarifs interviendra le 1er avril 2012, puis le 1er février 2013.

Conclu entre d'une part, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) et d'autre part, la Chambre nationale des services d'ambulance, la Fédération nationale des transporteurs sanitaires, la Fédération nationale des ambulanciers privés et la Fédération nationale des artisans ambulanciers, cet avenant conventionnel a été approuvé par l'arrêté du 13 octobre 2011, publié au Journal officiel du 21 octobre 2011.

Il a pris effet le 22 octobre 2011, à l'exception des mesures tarifaires qui se sont appliquées le 1er avril 2012 puis le 1er février 2013.

- **Avenant n°7**

L'avenant n° 7 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés poursuit les mesures engagées dans l'avenant n°6 du 13 octobre 2011 et prend en compte la hausse de la TVA sur les tarifs des VSL.

Les tarifs préfectoraux annuels régissent les transports assis professionnalisés (courses par taxi) dans les départements de l'Hérault (34), le Gard (30) et les Pyrénées-Orientales (66).

- **Avenant n°8**

L'UNCAM, la Fédération Nationale des Transporteurs Sanitaires et la Fédération Nationale des Artisans Ambulanciers ont signé, le 20 mars 2017, l'avenant n° 8 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, paru au journal officiel du 20 juillet 2017.

L'avenant n° 8 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés apporte une modification à la tarification des transports pendant les deux dernières heures de la période de garde ambulancière, transitoirement, en attendant le bilan des expérimentations prévues à l'article 66 de la LFSS pour 2012 (modifié par l'article 79 de la LFSS pour 2017) et portant sur l'organisation et le financement des transports sanitaires urgents pré-hospitaliers.

Ainsi, dans les départements qui ne participent pas à ces expérimentations, un transport réalisé par une ambulance de garde pendant la tranche 6h-8h (ou dans certains départements de 5h à 7h ou de 7h à 9h) est facturé à taux plein (sans l'abattement de 60%) mais sans la majoration de nuit de 75% applicable entre 20h et 8h. Cette nouvelle tarification doit donc se traduire par une amélioration de la rémunération de l'ambulance de garde pendant cette tranche horaire qui sera compensée pour l'assurance maladie par un plus fort recours aux véhicules mobilisés pendant la garde ambulancière et donc à une diminution du nombre de carences (moins de recours aux ambulances hors garde et au service départemental d'incendie et de secours - SDIS).

En lien avec cette nouvelle tarification, le code prestation AFG « Ambulance fin de garde » a été créé et est opérationnel

depuis le 31 août 2017. La facture utilisée par les transporteurs est modifiée pour prendre en compte l'indication de ce nouveau code.

6.7 Dispositions communes

➔ Responsabilité :

Le personnel du titulaire du marché sera responsable :

- * De la surveillance du patient jusqu'à sa prise en charge par le personnel du lieu d'accueil.
- * Du matériel mis le cas échéant à sa disposition par les établissements sanitaires et notamment de son transport retour vers le service d'hospitalisation d'origine.
- * Des pièces du dossier médical et des documents remis dans le cadre de la prise en charge du patient ;
- * Des effets personnels du patient transporté.
- * De la bonne conservation de la demande de transport établie par chacun des établissements donneur d'ordre.
- * Hygiène : le transporteur devra prendre en compte toute mesure complémentaire d'hygiène conformément à l'annexe 2 du CCTP.

☐ *Le titulaire devra faire en sorte d'être joignable à tout moment sur demande de l'un des établissements.*

➔ Tenue générale / identification du personnel :

Le personnel chargé d'exécuter les prestations doit être identifiable par le port d'une tenue, d'une marque ou d'un badge facilement identifiable et indiquant la raison sociale de la société.

La Direction de chaque établissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire du marché le remplacement d'un de ses agents dont la tenue ou le comportement général ne serait pas compatible avec les exigences de la qualité de prise en charge des patients que les établissements se doivent de faire respecter.

➔ Continuité du service (sauf recours aux Urgences par le médecin régulateur) :

Transports planifiés : le titulaire est tenu d'assurer la continuité du service, 7 jours sur 7, 24h sur 24, samedi, dimanche et jours fériés.

En cas d'empêchement, dont fait de grève, le titulaire doit en informer au plus tôt l'établissement concerné, et trouver une solution de substitution sans qu'il y ait modification des tarifs contractuels et du délai maximum d'intervention.

En cas de substitution du titulaire par un autre prestataire la course sera facturée par le Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir le personnel nécessaire au bon fonctionnement du service, dont il fournira la liste nominative et les réactualisations si nécessaire. Il s'oblige à respecter la réglementation en vigueur et notamment celle relative aux limites des temps d'activité et de repos obligatoires des personnels engagés dans les transports.

➔ Visite médicale et protection individuelle :

A la demande de l'un ou l'autre des établissements, le titulaire devra fournir la preuve que son personnel a bien effectué les visites médicales réglementaires.

➔ Règlement intérieur :

Le titulaire s'engage à se conformer au règlement intérieur de chacun des établissements qui le concerne dont un exemplaire lui sera communiqué en début de marché et notamment pour tout ce qui concerne le stationnement et la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte de l'Etablissement.

Le titulaire s'interdit, directement, toute publicité dans l'enceinte des établissements, tant auprès des personnels qu'auprès des patients ou de leur famille. Il ne remettra aucun document à caractère promotionnel ou publicitaire aux personnes transportées ou à leurs proches.

Le titulaire ou son personnel ne devra en aucun cas percevoir des frais de transport ou des gratifications de la part des patients ou des familles.

Le titulaire prend en charge l'élimination de l'ensemble des déchets issus de son activité dans le respect des réglementations en vigueur.

☐ *Le règlement intérieur du titulaire devra intégrer l'application d'une culture de bientraitance*

➔ Transports programmés :

Les transports programmés sont ceux pour lesquels une demande est adressée au titulaire la veille pour le lendemain ou le vendredi pour la semaine suivante par exemple.

Le titulaire reçoit la demande par téléphone, par logiciel SYNOVO, par fax ou courriel pour confirmation. Il récupère le document valant dossier patient propre à la Clinique médicale de l'Egrégore concerné par le présent marché lorsqu'il vient chercher le patient :

- À l'accueil du Centre Médical l'Egrégore.

Le titulaire est tenu d'exécuter la prestation aux jours, heures et dans le service identifié, selon les modalités indiquées par l'établissement sur le bon de commande remis.

➔ Transports non programmés

Dans le cas de transports non programmés le titulaire est tenu de prendre en charge le patient dans l'heure qui suit la demande effectuée par appel téléphonique ou par la plateforme SYNOVO.

S'il n'a pu prendre possession du bon de commande au secrétariat médical avant la course le Titulaire viendra chercher le formulaire au retour du patient ou dans les 48h.

En cas de transfert d'hospitalisation il ne sera délivré de bon de commande ou de bon CERFA qu'après 48h afin de laisser le temps à l'établissement de s'assurer que le transport n'est pas à la charge de l'Assurance Maladie.

➔ Dispositions communes aux transports programmés et non programmés

a) Choix du mode de transport :

Le choix du mode de transport et ses caractéristiques appartient aux médecins prescripteurs de chacun des établissements.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport du type de véhicule commandé : VSL ou taxi conventionné ; il peut y substituer, après accord de l'établissement, un transport d'un autre type qui lui sera réglé sur la base du tarif applicable au type de véhicule choisi initialement par l'établissement.

Il ne peut y avoir de substitution à une course commandée en ambulance par un autre type de transport sanitaire.

b) Annulation d'une demande de transport :

En cas d'annulation d'une demande de transport par l'un des établissements, le titulaire ne pourra pas prétendre à la facturation du transport annulé, ni à aucune indemnité compensatrice si l'annulation intervient au plus tard une heure avant l'heure prévue de prise en charge.

Dans le cas où l'établissement ne préviendrait pas le titulaire de l'annulation du transport une heure avant celle prévue pour la prise en charge, le titulaire pourra réclamer une indemnité dans les conditions indiquées ci-après :

c) Annulation de transport - Montant de l'indemnité

Annulation transport	Indemnités
L'établissement ne prévient pas le titulaire 1 heure avant l'heure prévue de prise en charge du patient	le titulaire peut réclamer une indemnité maximale de 30 % du forfait de prise en charge

L'annulation du transport sera immédiatement régularisée, par l'établissement concerné, par fax, par la PLATEFORME SYNOVO RUBIS ou par voie électronique (courriel) faisant référence à l'appel téléphonique indiquant l'horaire précis de demande d'annulation.

ARTICLE 7 : SPECIFICITES

7.1 Centre médical l'Egrégore

Prestations en ambulances pour consultations ou hospitalisations d'adultes pour le Centre médical l'Egrégore.

□ Estimation des besoins :

Ces éléments donnés à titre indicatif ne constituent en aucun cas un engagement de l'Organisme.

- Population concernée :

Patients hospitalisés adultes nécessitant des consultations ou examens dans d'autres établissements du département / de la région.

- Moyens de transports utilisés :

Centre Médical Egrégore – UGECAM :

70% ambulance et 30% T.A.P (VSL et taxis)

- Jours et heures de transports :

Programmés en grande majorité - du lundi au samedi (de façon exceptionnelle le dimanche) Horaires et jours prévus à la commande.

En capacité d'assurer au pied levé, les urgences 24h/24h, 7j/7j ainsi que les modifications de planning (modification des heures de rendez-vous et/ou rajout de transport).

- Transport de matériel médical :

Il est possible pour l'établissement, de manière occasionnel, d'avoir des besoins de transport de matériel médical tel que le transport d'Holter.

- Destinations :

Nîmes et sa périphérie principalement ; bassin alésien et montpelliérain plus rarement.

- Accompagnant :

L'établissement souhaite la possibilité d'autoriser un accompagnant dès que cela est demandé. L'établissement sollicitera l'accord du transporteur au moment de la commande via la plateforme SYNOVO.

- Logiciel SYNOVO :

L'établissement sera équipé au 1^{er} janvier 2026 du logiciel SYNOVO RUBIS SANTE qui est une solution de gestion des transferts et des sorties hospitalières. Avec pour objectif la planification et l'organisation des opérations de transports externes afin de fluidifier la communication et l'organisation avec le titulaire du marché. Le titulaire devra souscrire à cette solution afin de recevoir les commandes de l'établissement.

ARTICLE 8 : ANNEXES AU PRESENT CCTP
--

- ANNEXE 1 : Fiche de renseignements
- ANNEXE 2 : Fiche technique relative à l'hygiène
- ANNEXE 3 : Cadre de réponse technique valant mémoire technique du candidat

**La signature de l'acte d'engagement par le candidat vaut
signature et acceptation du présent CCTP sans réserve**